

Y a-t-il une place pour deux universités à Bruxelles?

YVES-ALEXANDRE DE MONTJOYE
THOMAS DERMINE

Membres du Groupe du Vendredi

Juste avant les vacances, la décision des conseils d'administration de l'Université catholique de Louvain et des Facultés Universitaires Saint-Louis d'unir leurs destinées faisait débat, un «pilier» accusant l'autre de privilégier un «rapprochement confessionnel». Au moment où l'on pensait cette logique morte et enterrée avec la Belgique de papa, les vieux réflexes reviendraient-ils au galop? À y regarder de plus près, l'argument usé des piliers cache en fait mal la question de la concurrence entre universités: y a-t-il place pour deux universités à Bruxelles, chacune tentant librement d'attirer vers elle étudiants et chercheurs? Ou cette proximité géographique va-t-elle au contraire générer une concurrence stérile nécessitant une intervention du pouvoir politique et une stricte division territoriale (l'ULB à Bruxelles, l'ULg à Liège, l'UCL à Louvain-la-Neuve,...)?

Carolo de l'ULB (Thomas) et Liégeois de l'UCL (Yves-Alexandre), nous avons attendu d'avoir tous les deux déménagé à 5.000 kilomètres de la Belgique pour nous rencontrer. Notre ville d'adoption, Boston, le berceau des Red Sox et de la révolution américaine, est aussi un exemple de réussite économique et de saine concurrence entre universités. Un récent recensement montre que la ville, capitale d'un État de 6,8 millions d'habitants, abrite à elle seule pas moins de 23 universités. Et, séparées par moins de deux kilomètres, deux des universités parmi les plus renommées au monde: Harvard et le MIT. Pas de délimita-

tion territoriale à Boston. Au contraire, une concurrence saine entre universités qui parviennent aussi à collaborer.

Le même constat peut être fait en regardant un autre centre mondial d'excellence en termes de recherche: Londres et ses alentours. Ici aussi, la concurrence entre universités, pourtant financées en grande partie par l'État anglais, permet de trouver à moins de cent miles l'une de l'autre les universités de Cambridge et d'Oxford ainsi que l'Imperial College et l'University College London toutes parmi les 10 meilleures universités au monde.

Absurde

La Belgique et Bruxelles ne sont pas Boston ou Londres, mais la tournure du débat actuel en Fédération Wallonie-Bruxelles nous inquiète. L'idée que la présence de deux universités francophones à Bruxelles puisse générer une concurrence stérile nécessitant absolument, sous couvert de lutte entre les piliers, une stricte planification territoriale par l'État apparaît, au mieux, comme surannée.

Tout d'abord, une division territoriale dans une région qu'on peut traverser d'un bout à l'autre en moins de deux heures en train est absurde. Les universités belges attirent des étudiants provenant de toute la fédération, le choix de ceux-ci se faisant autant en fonction des pédagogies d'enseignement et des filières de spécialisation propres à chaque université qu'en fonction de critères de proximité géographique. Une mise en concurrence, si elle est accompagnée d'une réglementation bien conçue s'assurant que les universités remplissent leurs missions d'enseignement, de recherche et de service à la société, stimule la qualité des universités tant en recherche qu'en enseignement. Elle permet à celles-ci d'innover et de créer un effet de réseau comme à Londres ou à Boston.

Anachronique

Dresser des murs, dont la porosité est avérée, apparaît encore plus anachronique que la vraie concurrence se situe à l'international. La science est par nature internationale et les chercheurs sont de plus en plus mobiles. Les statistiques montrant cette mobilité sont nombreuses mais la plus frappante nous est venue de Stockholm, l'année dernière, quand l'entièreté des 6 prix Nobel américains ont été attribués à des chercheurs nés à l'étranger. Mais cette mobilité ne se limite plus aux chercheurs. À l'Imperial College de Londres, 67% des étudiants en bachelier et master viennent de l'étranger. Au MIT, 42% des doctorants sont internationaux, la majorité des 58% restant venant d'un autre État que le Massachusetts.

Soutenir nos universités

Dans ce contexte, et au lieu de querelles stériles, il est temps de travailler ensemble à un plan de soutien à nos universités leur permettant d'être attractives internationalement. Sans rentrer dans les détails, il est inquiétant de voir le financement par élève des universités belges être en diminution constante depuis 30 ans et à enveloppe fermée, alors même que des pays comme l'Allemagne ont commencé il y a 10 ans à investir massivement pour aider leurs meilleures universités à être présentes sur la scène internationale.

Nos universités constituent le socle le plus solide pour assurer notre présence dans l'économie de la connaissance. On se rappelle avec fierté les fameuses conférences Solvay qui, au tournant de la seconde révolution industrielle entre 1911 et 1927, regroupaient à Bruxelles autour d'Ernest Solvay les plus grands scientifiques de l'époque (dont Marie Curie et Albert Einstein). La tenue de ces conférences et, dans leur sillage, la création de pôles de recherche de premier plan ont permis à notre pays d'être un pionnier dans des secteurs industriels porteurs qui ont fait et font toujours notre prospérité. À l'aube d'une nouvelle révolution industrielle, le fameux «deuxième âge de la machine».

l'excellence de nos institutions académiques sera essentielle pour accompagner la transition industrielle et assurer la pérennité de l'emploi et de notre modèle social. Ne laissons pas des combats et conceptions d'un autre âge nous en empêcher.